Contributions à une analyse de notre situation...

Le mouvement socialiste français se trouve actuellement devant une situation difficile. Il ne pourra trouver de solution sérieuse sans *analyse théorique*, car il n'existe guère de pratique révolutionnaire sans théorie révolutionnaire. Pour éclaircir quelques aspects de notre réalité sociale, voici donc un essai d'*analyse de la société française*. Dans un article ultérieur, nous essaierons d'en tirer quelques conclusions relatives à la question des alliances du prolétariat avec les classes dites « moyennes ».

◆ ◆ ◆

STRUCTURE ECONOMIQUE. — STRUCTURE DE CLASSE DE LA SOCIETE FRANÇAISE.

a) La répartition en branche économique

Les faits et tendances de l'évolution économique de la France se reflètent dans la composition de sa population. La population active s'élevait en 1931 à 21 millions 600.000. Soit, pour l'agriculture, 7 millions 700.000; pour l'industrie et les transports, 8 millions 200.000; pour le commerce et les banques, 2 millions 700.000; pour les professions libérales, 658.000; pour les services publics, 1 million 270.000; pour les soins personnels et domestiques, 893.000.

Il faut considérer ces chiffres dans leur évolution. Nous comparerons donc les pourcentages des différentes branches de l'économie avec ceux des recensements antérieurs, en excluant de la population « active » *l'armée et les cultes*.

	1931	1921	1906
	%	%	%
Agriculture, pêche, forêts..	37,1	42,6	44,1
Industrie, transports.....	39,0	36,2	35,8
Commerce et banque.....	12,8	10,7	9,9
Professions libérales.....	2,6	2,3	2,0
Services publics.....	4,3	4,1	3,1
Soins personnels et domest.	4,2	4,1	5,1

Un seul coup d'œil confirme l'accélération du rythme de l'évolution capitaliste dans la société française d'après guerre. Voyons à présent l'évolution de la *production proprement dite* (agriculture et industrie) par rapport à celle des autres branches économiques (*distribution et contrôle*) :

Pourcentage des personnes occupées dans les sphères économiques (sans armée et cultes) :

	1931	1921	1906
	%	%	%
Production	72,3	75,1	77,5
Distribution, circulation, contrôle	20,8	18,6	15,4

Le langage des chiffres est clair et confirme encore nos constatations antérieures. La « déagrarisation », la rationalisation et machinisation ont dépeuplé la sphère spécifique de la production. En même temps, la valeur produite par la société — car la deuxième sphère ne produit pas! — *s'est accrue* en permettant l'accroissement de la population non productive.

b) La répartition en classes sociales

Nous abordons maintenant un problème épineux et embrouillé.

Le dénombrement exact des classes est rendu extrêmement difficile, tant pour des raisons relevant de l'idéologie et de la méthodologie que pour des raisons d'ordre statistique.

Distinguons tout d'abord trois classes fondamentales :

1. Le prolétariat — englobant les personnes ne possédant pas de moyens de production, vendant leur force de travail et vivant de leur *salaire;*
2. La classe capitaliste — en possession de moyens de production, employant des salariés et tirant de leur exploitation le *profit;*
3. Les propriétaires fonciers — possédant des terres ou immeubles, les donnant à ferme à des tenanciers (qui peuvent être capitalistes), vivant de la *rente foncière.*

Considérons les deux classes dirigeantes comme une seule classe, que nous dénommerons : bourgeoisie. Entre bourgeoisie et prolétariat s'intercale la diversité des « couches moyennes », dont le noyau est formé par les personnes possédant des moyens de production, mais n'exploitant pas de salariés, c'est-à-dire travaillant eux-mêmes.

Ces classes sociales ne sont pas séparées par des barrières rigides. Le « petit patron » commence à faire partie de la bourgeoisie dès qu'il engage des salariés. S'il en occupe un nombre suffisant pour pouvoir vivre de leur exploitation il devient *bourgeois.* Ce nombre minimum dépend de l'équipement technique de son établissement. Ainsi le petit patron occupant deux salariés, travaillant lui-même et vivant *en premier lieu* de son propre travail, fait partie de la classe moyenne; le petit patron qui, tout en travaillant lui-même, exploite le travail de six ouvriers fera généralement partie de la bourgeoisie. Les changements quantitatifs deviennent qualitatifs (1). Comme chaque embryon est déjà le « commencement » d'un individu, le petit patron « commence » à devenir bourgeois dès qu'il occupe un salarié, mai, de même que l'embryon humain ne devient individu qu'après un certain laps de temps, de même le petit patron ne devient capitaliste que quand il engage son sixième ou septième salarié, mais parfois dès qu'il engage son quatrième. De même pour le salarié. Celui qui reçoit un salaire lui permettant uniquement de subsister, de couvrir les frais de son existence n'est pas autre chose que prolétaire, même s'il fréquente les gens les plus huppés. Mais si son salaire lui permet de participer (par exemple par l'acquisition d'actions) à l'exploitation, il commence à devenir bourgeois.

On voit que nous séparons les classes d'après la position objective d'un individu au sein de l'économie sociale, et non d'après la conscience de cet individu, d'après ses dires et son idéologie. Un employé de bureau peut prétendre appartenir à la bourgeoisie comme un maniaque peut se prétendre Napoléon Bonaparte — l'employé reste prolétaire et le maniaque maniaque. L'«idéologie», au sens marxiste du mot, la conscience fausse qui ne correspond pas à la réalité, la méconnaissance de son propre rôle objectif et de ses propres intérêts de classe est très répandue. Plus encore : le capitalisme ne saurait subsister si les classes opprimées prenaient, dans leur majorité, conscience de leurs intérêts historiques! En tout cas, on ne saurait juger un individu d'après ses propres dires. Les idées régnant à notre époque étant les idées de la classe dominante, il n'est nullement étonnant de voir que la majorité des écrivains et des sociologues sont des soutiens et des apologistes de la bourgeoisie. Prenant comme base de leurs « analyses objectives » des classes la conscience des inconscients, ils arrivent toujours, sans grande peine, à minimiser le prolétariat — tout en lui expliquant, d'ailleurs, la compatibilité de ses intérêts de classe avec le maintien de la domination capitaliste. Tandis qu'un psychiatre qui voudrait faire croire à M. Smith qu'il est réellement Cromwell courrait le risque de rejoindre bientôt son malade dans un asile d'aliénés, le médecin social qui suit la même méthode, dans son domaine, ne court que le risque de se voir nommer professeur à l'Université. Et voilà pourquoi nous trouvons, dans presque tous les ouvrages qui « étudient » ces questions, même dans les pays où les classes moyennes ont une faible importance, des chiffres qui sont très au-dessus de la vérité. De leur côté, les écrivains petits bourgeois qui cherchent une alliance avec le prolétariat pour obtenir des réformes, se servent de ces mêmes chiffres pour persuader aux travailleurs que, livrés à leurs seules forces, la classe ouvrière est loin d'être la plus forte.

Quant aux données statistiques, elles sont peu claires et embrouillées. Notons qu'en France nous avons bien une statistique portant sur le nombre des établissements et leur grandeur, mais ne donnant qu'un chiffre global de chefs d'établissements.

Comme point de départ de notre dénombrement, prenons les évaluations de la répartition de la population d'après la « position sociale », publiée dans le *Recensement de la Population* de 1931 :

Chefs d'établissements (avec petits patrons isolés)	7.943.000
Employés	2.615.000
Ouvriers	9.144.000
Ouvriers chômeurs, isolés et avec « emploi irrégulier »	1.499.000
	21.201.000

Le chiffre des salariés est donc de 13.258.000, celui des patrons 7.943.000.

Nous considérons comme faisant partie des « classes moyennes » les catégories suivantes :

a) Petits patrons isolés;
b) Petits patrons sans salariés;
c) Petits patrons occupant des salariés :
   1. Dans l'industrie, occupant de 1 à 5 salariés;
   2. Dans l'agriculture, occupant de 1 à 3 salariés;
   3. Dans le commerce, occupant de 1 à 3 salariés;
d) Les salariés gagnant (1934-35) de 30.000 à 50.000 francs par an.

Le restant, y compris les salariés gagnant plus de 50.000 francs, sera considéré comme faisant partie de la bourgeoisie. Dans la bourgeoisie elle-même, nous dénombrerons les chefs d'entreprises ayant plus de 100 salariés, et qui forment la « haute bourgeoisie ».

Il y a 1.707.000 petits patrons isolés;
1.567.000 établissements sans salariés;
975.000 établissements agricoles avec 1 à 3 salariés;
411.000 établissements industriels avec 1 à 5 salariés;
244.000 établissements commerciaux avec 1 à 3 salariés;
100.000 salariés gagnent de 30.000 à 50.000 francs par an.

Considérons qu'un établissement sans salariés possède au moins 2 chefs. Cela donne :
1.707.000 petits patrons isolés;
3.134.000 chefs d'établissements sans salarié;
4.841.000 « noyau » des classes moyennes;
Plus 100.000 salariés gagnant de 30.000 à 50.000 francs.

Nous aboutissons, pour les établissements agricoles, industriels et commerciaux, à 2.642.000;
Soit un total, des classes moyennes, de 7.483.000;

Ce nombre est probablement trop élevé, cela, surtout, à cause des modes d'exploitation différents des établissements agricoles. Nous pensons donc que le chiffre total des petits bourgeois ne dépasse pas 7 millions.

Notre tableau final de l'évaluation des classes dans la société française est donc le suivant (en chiffres ronds) :

Population totale active : 21.200.000.

Prolétariat		13.100.000
Couches moyennes		7.000.000
Bourgeoisie :		
Haute bourgeoisie	30.000	
Petite bourgeoisie	1.070.000	
		1.100.000

Il n'est point besoin de dire que ces chiffres ne constituent que des évaluations plus ou moins sûres; pourtant, nous croyons affirmer que les proportions entre les différentes classes correspondent sensiblement à la réalité sociale.

Bernard-G. THOMAS.

(1) Voir MARX : *Capital*, t. 1, ch. 9.

UNE REVOLUTION NE S'IMPROVISE PAS

« *Il ne s'agit plus seulement de préparer des congrès, il faut entrer dans l'action directe de classe, seul levier de la révolution.* » C'est par cette formule, inscrite en tête de sa plate-forme et qui, à elle seule, était un programme, que la Gauche révolutionnaire a fait, en octobre 1935, ses débuts politiques.

Les militants socialistes de la Seine sortent précisément d'une période de préparation de congrès. La bataille terminée, chacun ayant fait son devoir, il serait bon que nous nous préparions à une autre bataille, dont l'enjeu est infiniment plus grave; il serait bon que nous nous préparions à « entrer dans l'action directe de classe ».

Car il ne suffit pas, dans un texte de motion, de s'affirmer *révolutionnaire*. Il faut encore ne pas bégayer, le jour où surgit inopinément une situation révolutionnaire, ne pas rater son entrée dans l'action directe de classe.

L'expérience de juin 1936 a été, à ce point de vue, pour nous tous, une leçon un peu humiliante, mais salutaire. Il faut bien avouer que le brusque essor des masses nous a pris au dépourvu. Nous et les autres. Rien n'était prévu, rien n'était préparé. Les organisations régulières de la classe ouvrière ont été, tout d'abord, surprises, désemparées, débordées. Certes, les travailleurs ont suppléé à cette carence : leur instinct de classe, leur ingéniosité ont fait merveille. Ils ont découvert et improvisé de nouvelles techniques de lutte avec autant d'aisance que si elles étaient le fruit d'une longue réflexion et d'une longue expérience. A l'intérieur de chaque entreprise, une organisation remarquable a été, en quelques heures, mise sur pied. Mais il a manqué, à la classe ouvrière, l'essentiel : *une coordination* entre ses divers éléments en lutte, une *direction d'ensemble* de la bataille, une claire conscience de la portée *politique* de celle-ci. Et c'est pourquoi les organisations régulières, s'étant enfin ressaisies, ont pu aussi facilement faire rentrer le torrent dans son lit.

Serons-nous prêts demain ?

Mais l'esprit de juin 1936 n'est pas mort; l'affaire Goodrich, la grève des services publics viennent de nous prouver qu'il est, malgré les apparences, toujours vivant. Demain, au moment où nous nous y attendrons le moins, la grève avec occupation peut faire tache d'huile, peut se généraliser de façon irrésistible. Serons-nous encore une fois surpris, serons-nous encore une fois de ceux qui parlent de révolution dans les périodes d'accalmie, mais ne la reconnaissent pas le jour où la « vieille taupe » sort de terre?

Bien sûr, demain comme hier, l'instinct de classe des travailleurs parerait au plus pressé. Mais il serait infiniment préférable que la classe ouvrière s'évite toutes sortes de tâtonnements, de fausses manœuvres, de pertes de temps, qu'immédiatement elle coordonne ses éléments, qu'elle se donne une direction, qu'elle ait une notion exacte de la transformation du rapport des forces survenue en sa faveur.

Ce sera le moment, pour ceux qui voudraient être les *cadres* et les *cerveaux* de la classe ouvrière, de se montrer à la hauteur de leurs responsabilités. Un mot d'ordre juste, lancé en temps voulu, apportant une réponse exacte à un problème précis, correspondant à ce que chaque ouvrier attendait confusément, peut aider la masse à prendre conscience d'elle-même, peut avoir une portée incalculable.

Mais voir clair en période de crise est difficile. Il ne suffit pas de se fier à sa bonne étoile, de suivre son inspiration. Il faut, au préalable, avoir beaucoup travaillé. « *Une révolution ne s'improvise pas* », affirmait notre plate-forme d'octobre 1935. « *Le Parti doit donc la préparer et envisager l'action révolutionnaire sous toutes ses formes et dans tous ses moyens.* »

Préparer la révolution ne signifie pas, évidemment, que nous réussirons, dès aujourd'hui, à faire accepter, par de larges masses, des mots d'ordre, des solutions qui peuvent encore leur apparaître comme des anticipations gratuites, comme de pures abstractions. Mais cela signifie que les militants socialistes révolutionnaires doivent, dès maintenant, réfléchir à un certain nombre de problèmes, afin d'être capables de les résoudre, afin d'aider les masses à les résoudre, sans perdre une minute, le jour où l'action de classe serait engagée.

L'essentiel : une direction d'ensemble

Parmi ces problèmes, il en est un qui, le premier, doit retenir notre attention, c'est celui, précisément, qui, en juin 1936, n'a pas trouvé sa solution : *comment coordonner la lutte, comment donner au mouvement une direction d'ensemble?*

Coordonner, c'est la première question qui se pose à toute révolution. A la veille de l'insurrection parisienne du 31 mai 1793, qui devait provoquer la chute des Girondins, les sans-culotte des quarante-huit quartiers (on disait alors : sections) de Paris éprouvèrent le besoin spontané de coordonner leur action : « Puisque l'énergie révolutionnaire de Paris, écrit Jaurès (1), était distribuée dans les sections, puisque chaque section avait un comité révolutionnaire, ne suffisait-il pas de rapprocher, par des délégués, tous ces comités révolutionnaires de section pour réaliser l'unité totale de la révolution parisienne? » Ce qui fut fait.

Lorsque la grève générale fut déclenchée à Saint-Pétersbourg, en octobre 1905, les travailleurs sentirent d'eux-mêmes la nécessité d'un « comité ouvrier central », et certaines usines déléguèrent des représentants à ce comité avant même de savoir s'il existait. « Il fallait avoir, raconte Trotsky (2), une organisation qui grouperait, du premier coup, les multitudes disséminées et dépourvues de liaisons... Quel principe devait-on adopter? La réponse venait toute seule. Comme le seul lien qui existât entre les masses prolétariennes, dépourvues d'organisation, était le processus de production, il ne restait qu'à attribuer le droit de représentation aux fabriques et aux usines. » Le premier Soviet des députés ouvriers était né.

Mais, dans une grande bataille de classes, il ne s'agit pas seulement de coordonner les forces populaires. Sans l'avoir voulu consciemment, rien que par son entrée en masse dans la lutte, même si le motif immédiat de son action n'est pas d'ordre purement *politique*, la classe qui se soulève pose le problème du *pouvoir*. Et l'organisation centrale qu'elle se donne, créée d'abord dans un simple but de coordination, est appelée à devenir le germe d'un *nouveau pouvoir*. « Dans la mesure, note Trotsky, où la grève abolit l'organisation gouvernementale existante, l'organisation même de la grève est forcée d'assumer les fonctions gouvernementales. » Et le Soviet de 1905 devient, par la force des choses, « l'embryon d'un gouvernement révolutionnaire ». Le second Soviet, constitué à Pétrograd le 27 février 1917, après cinq jours d'émeute, « commence, à dater du moment où il est constitué, à agir en tant que pouvoir gouvernemental » (1).

Mais il n'existe pas de pouvoir qui ne s'appuie sur une force armée. La première décision que doit prendre le nouveau pouvoir populaire, s'il veut vivre, s'il veut contrebalancer l'ancien pouvoir en attendant de l'éliminer, c'est la création d'une *milice*. Lorsque, à la veille du 14 juillet 1789, les électeurs parisiens des députés du Tiers-Etat aux Etats généraux se réunissent à l'Hôtel de Ville et s'emparent du pouvoir municipal (qui, quelques jours après, deviendra la Commune de Paris), leur premier soin est de créer une milice : la garde nationale. Le Soviet de 1917, à Pétrograd, à peine constitué, fait occuper un certain nombre d'édifices publics par des corps de garde révolutionnaires.

Ces quelques exemples historiques nous donnent une idée des tâches devant lesquelles nous pouvons nous trouver placés :

1° *Constitution d'un organisme de coordination et de direction des luttes ouvrières;*

2° *Transformation de cet organisme en embryon du nouveau pouvoir prolétarien;*

3° *Création d'une milice prolétarienne au service du nouveau pouvoir.*

Des structures d'aujourd'hui à l'organisation révolutionnaire de demain

Et alors la question se pose (car, en de telles matières, il est prudent de ne pas se fier à sa seule imagination) : *existe-t-il, dans les structures actuelles du mouvement ouvrier, les rudiments de l'organisation révolutionnaire de demain?* Essayons de répondre.

Au cours d'une grève avec occupation généralisée, la première tâche serait, évidemment, de coordonner l'action des diverses usines de la région parisienne, c'est-à-dire de réunir les divers délégués d'usine en un Conseil central. Qui en prendrait l'initiative? Ici, nous touchons au problème infiniment délicat du rôle de la C.G.T., du rôle des organisations syndicales à structure *corporative* dans une période révolutionnaire. Syndicaliste avant même d'être socialiste, je ne suis pas tenté de sous-estimer, en quelque cas que ce soit, le rôle de la C.G.T. et de ses syndicats. D'autre part, je ne néglige pas ce fait essentiel (si différent de la situation existant, par exemple, en Russie en octobre 1905, où les organisations syndicales étaient embryonnaires) que chez nous, depuis juin 1936, la C.G.T. est le point de ralliement vers le-

(1) *Histoire socialiste de la Révolution française.*

(2) *1905.*

(1) *Histoire de la Révolution russe.*